

Annulation	\$13,592,000
Allocation pour ressources naturelles, dont la Nouvelle-Ecosse a défrayé, en partie, le coût de mise en valeur	3,918,000
Remboursement sans intérêt	12,189,000
Remboursement en 30 versements annuels à 2½ p. 100, intérêt et principal	10,875,000
	<u>\$40,574,000</u>

Au cours des sessions antérieures, j'ai parlé de l'injustice de l'impôt fédéral sur l'électricité. L'impôt est perçu sur le coût aux usagers de l'électricité produite par une société privée et ma circonscription de Cumberland verse environ \$150,000 par année alors que Montréal et d'autres municipalités, desservies par des entreprises d'Etat, financées à bon marché, échappent à ces impôts. Les lourds impôts sur les sociétés accroissent les frais des centrales d'énergie électrique privées, mais non ceux des centrales hydro-électriques de l'Etat. L'impôt est basé sur le coût aux usagers et non sur les kilowatts, de sorte que les usagers des usines électriques moins importantes acquittent un impôt plus lourd. L'an dernier, la Nouvelle-Ecosse a installé l'électricité dans les campagnes sur une distance de 218.5 milles. Elle a subventionné et encouragé l'installation électrique afin de fournir le confort moderne aux localités rurales, alors que le gouvernement fédéral ne fournit pas un sou, n'assume aucune responsabilité mais impose une lourde taxe sur l'électricité, à la faveur de la guerre. La Nouvelle-Ecosse projette d'étendre son réseau rural d'électricité sur une distance de 500 milles, l'an prochain et les années suivantes, tandis qu'Ottawa se contentera de percevoir plus de taxes de notre province.

Avec l'honorable député de Royal (M. Brooks), je proteste contre la façon dont Ottawa traite la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick pour ce qui est de la vente du bouleau atteint d'exanthème. Cette maladie endommage des centaines de millions de pieds de bois franc de ces deux provinces. Je m'élève contre l'accusation portée par le ministre de la Reconstruction et des Approvisionnements (M. Howe) quand il a dit qu'on ne pouvait se fier aux marchands de bois des Provinces maritimes. La Nouvelle-Ecosse compte un ministère des Terres et Forêts bien établi, sous la direction de l'honorable J. H. MacQuarrie; or, celui-ci disait, le 10 mai dernier, à Halifax:

Les autorités d'Ottawa ne savent pas ce qu'elles font. Il faut blâmer Ottawa du fait que les marchands de bois de la Nouvelle-Ecosse ne peuvent vendre le bois de bouleau atteint d'exanthème, du bois qui serait inutilisable d'ici cinq ans ou moins... Nous n'avons pas ralenti un seul moment nos efforts et nous les maintiendrons jusqu'à ce que nous ayons

obtenu justice pour les gens de la Nouvelle-Ecosse. Ottawa est dans l'ignorance complète de la situation.

Voilà une nouvelle preuve qui démontre qu'aujourd'hui, Ottawa se soucie fort peu des intérêts de la Nouvelle-Ecosse. Il me semble que les autorités fédérales devraient se rendre aux sollicitations du ministère de la Nouvelle-Ecosse.

Je n'ai pas exposé les faits au complet, mais les simples députés de toutes les parties du pays devraient unir leurs efforts à ceux de l'honorable représentant de Davenport afin que la Nouvelle-Ecosse ne devienne pas la région oubliée du Canada.

Même si nous n'avons pas été traités équitablement et n'avons pas prospéré comme nous l'aurions dû, que mes honorables collègues ne s'imaginent pas que nos ressources et notre production ne sont pas considérables; au contraire; malheureusement, on expédie nos matières, la plupart du temps, à l'état brut et non raffiné au lieu de les affecter à l'établissement d'industries régionales. C'est ce qu'a fait ressortir l'honorable député de Colchester-Hants (M. Stanfield) dans l'excellent discours qu'il a prononcé au cours du débat sur l'exposé budgétaire; en voici un extrait:

Plusieurs Canadiens qui ne sont jamais allés dans les Provinces maritimes semblent avoir l'impression que les habitants de ces régions ne sont que des scieurs de bois et des porteurs d'eau. C'est assurément une fausse impression. Les Provinces maritimes sont un beau pays et leurs citoyens comptent parmi les plus respectables du Canada.

La Nouvelle-Ecosse doit être très riche ainsi que très économe sans quoi elle ne pourrait acheter tous les ans du Canada central qui, en retour maintient ses acquisitions chez elles au strict minimum, une foule d'articles et de denrées dont la valeur se chiffre par millions de dollars. Les dirigeants de l'industrie et les banquiers s'étonnent de nos achats d'automobiles, de camions, de pneus, d'accumulateurs, d'instruments aratoires, de moteurs électriques, d'appareils de radio, de médicaments, d'outils, de bijoux ainsi que de ciment, de tabac, de sucre, et quantité d'autres articles. Cependant, nous parvenons à instruire nos jeunes de façon que, attirés vers l'extérieur de la province, ils se distinguent par tout le pays.

On nous annonce maintenant que le tarif-marchandises à l'égard de nos achats et nos ventes augmentera sensiblement. Nous, des Provinces maritimes, avons uni notre destinée à celles de Québec et d'Ontario. Donc, si ces deux provinces nous fournissent les automobiles, les camions, le ciment, les instruments aratoires, les moteurs électriques et d'autres articles de ce genre dont nous avons